



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13 Place de la Paix CS 50712  
15007 AURILLAC cedex

Aurillac, le 14/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VERGNE FRERES SA**

Lachaux  
15130 Carlat

Références : 20241015-RAPINSP-15-240-CarriereVergneSaint-Clement  
Code AIOT : 0005600757

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement VERGNE FRERES SA implanté CUREBOURSE 15800 Saint-Clément. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection dans le cadre d'une demande de prolongation ayant fait l'objet d'un rejet de l'administration telle que présentée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERGNE FRERES SA
- CUREBOURSE 15800 Saint-Clément
- Code AIOT : 0005600757
- Régime : Autorisation

Carrière de roche massive sur plateau basaltique en dent creuse.

Exploitation suspendue depuis plusieurs années ce qui a généré un écart important entre la situation actuelle et le phasage initialement prévu.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La partie nord du périmètre autorisé pourrait faire l'objet d'une validation de remise en état.

La partie concernée par une éventuelle reprise d'activité devra à minima faire l'objet d'une information relative à la modification de remise en état ou d'un nouveau dossier en cas de demande de renouvellement de l'autorisation (cf rapport de l'inspection du 22/07/2024).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
PC1	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2	Niveau d'activité
PC2	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 5. 3 et 4	Accès/clotures
PC3	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7	Modalités d'exploitation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'écart relevé sur la situation actuelle.

La situation future nécessite réflexion selon l'hypothèse de devenir retenu par l'exploitant (arrêt exploitation et remise en état ou nouvelle période d'exploitation du gisement résiduel correspondant à une activité annuelle de 40 000 t sur 12 ans selon l'exploitant).

Dans tous les cas l'exploitant devra transmettre à la préfecture les informations ad hoc dans les délais impartis.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubriques
<b>Constats :</b>  Rubrique 2510-1 A : 200 000t/an sur 15 ans - Pas de production le jour de l'inspection. Arrêt depuis plusieurs années selon l'exploitant Rubrique 2515 - Installation démantelée L'exploitation de la carrière est suspendue depuis plusieurs années.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : PC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 5. 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Clôtures et accès
<b>Constats :</b>  Accès barré par un portail, clôture agricole en périphérie en bon état . Piste d'accès en mauvais état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Exploitation
<b>Constats :</b>  <p>Carrière non exploitée depuis plusieurs années. Les installations de traitement ont été démantelées. Demeurent quelques pièces métalliques dont la cuve a fuel vidangée à débarrasser. La zone recouvrant la plate-forme (deux niveaux) et le carreau historique entourés des gradins d'exploitation sont de nature très minérale, dans un état ne nécessitant plus de travaux de remodelage selon exploitant. Cette zone pourrait faire l'objet d'une validation de remise en l'état. Le carreau et gradins de l'exploitation en suspend sont en attente soit d'une reprise d'activité soit d'une remodelage destiné à la remise en état. La reprise d'activité a fait l'objet d'une demande de prolongation sur 12 ans rejetée par l'inspection en l'état (cf rapport d'instruction du 22/07/2024). Dans le cas d'un choix se portant sur une cessation définitive, le niveau d'exploitation actuel étant très inférieur au phasage initialement prévu, les modalités de remise en état s'en trouveront modifiées. Une demande de modification sera à transmettre en préfecture dans des délais compatibles avec l'échéance de l'autorisation portée au 20/07/2026 par APC du 9/08/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite